

La grille rouillée grince. Comme si elle se plaignait qu'on lui demande encore de s'ouvrir. Les mauvaises herbes mangent le jardin. Hassan qui vient de pousser le portail, sourit d'un air gêné : «*Entrez*». Les pas résonnent dans les pièces vides. Une entrée nue, un couloir, un petit salon. Deux chaises et une table basse sont posées là. Sur l'étagère : un oignon, trois fourchettes, une casserole, un petit réchaud à gaz. Rien de plus. Au bout, la chambre à coucher avec un matelas, trois grosses couvertures et un téléviseur. «*Tout ce qui est là, on me l'a gentiment prêté. J'ai de la chance, souffle sans conviction le jeune homme. Même la maison, c'est une dame qui me la prête, elle n'en a pas besoin pour le moment.*»

### **Hassan, 22 ans, expulsé en mars 2009**

#### **«Je n'ai rien fait d'illégal»**

Hassan Bouyahyaoui a 22 ans. Il y a presque un an, il a été expulsé vers le Maroc alors qu'il terminait un contrat d'apprentissage en mécanique. Il est l'un des 29 000 étrangers en situation irrégulière expulsés de France en 2009. C'est 2000 de plus que l'objectif fixé par Nicolas Sarkozy. Sauf qu'Hassan, comme des centaines d'autres, est arrivé légalement en France. Il débarque à Montpellier à 15 ans. Sa grand-mère, qui s'occupait de lui depuis la séparation de ses parents, venait de mourir. Sa mère, il ne l'a pas revue depuis des années, il ne se souvient plus. Son père, maçon installé en France depuis les années 60, l'héberge. Trois ans passent. A sa majorité, alors en CAP mécanique, Hassan fait une demande de titre de séjour. Refusée. A la place, on lui remet quatre autorisations provisoires de six mois. Hassan rate ses derniers examens. Nouvelle demande de rester sur le territoire. Nouveau refus. Cette fois, il reçoit une «obligation de quitter le territoire français» (OQTF). Le 9 mars, alors qu'il rend visite à son frère, près du commissariat de Montpellier, on lui demande ses papiers. Tout va très vite. En quelques heures, Hassan se retrouve sur un bateau au départ de Sète, direction Tanger, dans le nord du Maroc.

«*Je n'arrive pas à m'y faire*», confie Hassan onze mois plus tard, le regard dans le vide. Il serre son blouson de cuir pour se réchauffer, installé dans le jardin, sur une chaise en plastique. Il y fait moins froid que dans la maison. «*C'est dur, poursuit-il. Je n'ai personne ici. Il y a juste mon grand-père, mais il est vieux et il n'a pas les moyens de s'occuper de moi. Et il n'arrête pas de me dire que je suis nul, que c'est ma faute si j'ai été expulsé*». A son retour, Hassan a vécu chez son grand-père dans l'est du Maroc, mais plus souvent dans la rue. Lassé, il a mis le cap sur Rabat. Une militante associative lui trouve cette maison et un emploi dans un garage à Temara, petite ville au sud de la capitale. «*Et le jour où je vais devoir rendre cette maison ?*, se demande sans cesse Hassan. *Je suis incapable de payer un loyer avec ce que je gagne. En France au moins, je pourrais gagner ma vie correctement, évoluer. Ici, il y a des gars qui bossent depuis trois ans dans ce garage et ils gagnent toujours 10 dirhams de l'heure.*» Soit 85 centimes d'euros, le smic horaire. Hassan répète encore une fois: «*Ils se sont trompés, je n'ai rien fait d'illégal.*»